

INTRODUCTION

1. Le Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS) a tenu sa quarante-cinquième session à Budapest (Hongrie) du 9 au 13 mars 2026, à l'aimable invitation du Gouvernement hongrois. La session a été présidée par M. Attila Nagy, Directeur de l'Agence hongroise de sécurité sanitaire de la chaîne alimentaire (NFC SO) et Mme Zsuzsa Farkas, Cheffe de département, Département des sciences numériques de l'alimentation, Université de médecine vétérinaire, a fait office de Vice-Présidente. Ont participé à la session des délégués de ** États membres, d'une organisation membre, et de ** organisations ayant le statut d'observateur. La liste des participants est jointe en Appendice I..

OUVERTURE DE LA SESSION

2. M. Imre Nemes, Président de NFC SO, a ouvert la session en souhaitant la bienvenue à tous les délégués. M. Nemes a souligné l'importance de garantir la rigueur scientifique, la transparence et la coopération internationale au sein du Codex, notant que les normes du Codex étaient essentielles au commerce mondial, contribuaient à promouvoir la confiance des consommateurs dans la sécurité et la qualité des aliments et servaient de base à la législation sur la sécurité et la qualité des aliments dans de nombreux pays. M. Nemes a également noté que l'intérêt des membres pour les travaux du CCMAS restait vif et que ces travaux étaient essentiels à la modernisation des systèmes de sécurité alimentaire et des laboratoires.
3. Mme Mary Kenny, responsable de la sécurité alimentaire et de la protection des consommateurs au Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et M. Jing Tian, vice-président de la Commission du Codex Alimentarius (CAC) se sont également adressés au Comité.

Répartition des compétences

4. Le Comité a pris acte de la répartition des compétences entre l'Union européenne (UE) et ses États membres, conformément à l'Article II.5 du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)¹

5. Le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de la session et a décidé d'examiner les points suivants au titre du point 10 de l'ordre du jour (Autres questions et travaux futurs), sous réserve du temps disponible:
 - Les travaux du Centre mixte FAO/AIEA; et
 - Document de travail sur le développement de méthodes d'analyse des microplastiques dans le sel de qualité alimentaire (CRD05).

QUESTIONS SOUMISES AU COMITÉ PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET PAR D'AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES (point 2 de l'ordre du jour)²

6. Le Secrétariat du Codex a présenté ce point et a rappelé que certaines questions découlant de la 48e session de la Commission du Codex Alimentarius, des 88e et 89e sessions du Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (CCEXEC88 et CCEXEC89), de la 18e session du Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (CCCCF), de la 23e session du Comité de coordination FAO/OMS pour l'Asie (CCASIA), de la 12e session du Comité de coordination FAO/OMS pour le Proche-Orient (CCNE) et de la 8e session du Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH) étaient partagées à titre d'information; et que les points suivants, soumis pour action, ont été examinés par le groupe de travail en ligne (VWG) réuni le 2 mars 2026 et par le groupe de travail en présentiel (GTP) réuni les 8 et 9 mars 2026:
 - Réexamen de la recommandation de révoquer la méthode de la saturation en sel du poisson salé et du poisson salé séché de la famille des Gadidés, ainsi que de l'appendice VIII (partie 1) des *Méthodes d'analyse et d'échantillonnage recommandées* (CXS 234-1999).
 - Examen des méthodes d'exemple dans certains critères de performance numérique (CPN) pour le sel et le sodium.
 - Les réponses du CCSCH (8e session) aux questions du CCMAS (43e session); et
 - Confirmation des méthodes d'analyse pour les dispositions dans les normes sur les épices et les herbes culinaires

¹CX/MAS 26/45/1

² CX/MAS 26/45/2

7. Le Comité a noté que le Comité exécutif, lors de sa 89e session, avait recommandé que toutes les ressources supplémentaires soient utilisées pour le développement et la mise à jour de toutes les bases de données, y compris celles relatives aux méthodes d'analyse et d'échantillonnage. Le Secrétariat du Codex a précisé que le développement et la mise à jour de toutes les bases de données étaient une priorité pour le Secrétariat et que des informations techniques supplémentaires seraient fournies lors d'un événement parallèle organisé en marge de cette session concernant le développement de la base de données sur les méthodes d'analyse.
8. Constatant que la Commission avait reconnu des incohérences dans les facteurs de conversion de l'azote en protéines (Nx) qui existaient pour les produits à base de soja et que cela pourrait être traité à l'avenir, un membre a demandé des éclaircissements sur la façon dont cela pourrait être traité, car cela avait des incidences sur la perception des consommateurs de la sécurité sanitaire et de la qualité des denrées alimentaires. Le Secrétariat du Codex a rappelé que l'examen des valeurs Nx relevait de la responsabilité des comités de produits, mais que, dans les cas où les comités étaient ajournés sine die, un mécanisme était encore en cours d'élaboration pour faire avancer ces travaux.
9. Le Comité a noté qu'il était important que le Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers (CCMMP) s'engage rapidement avec le CCMAS dans son processus d'élaboration d'une norme de produit pour le lait de chamelle liquide pasteurisé, afin de garantir que les méthodes soumises à une confirmation par le CCMAS soient validées.

Conclusion

10. Le Comité:
 - i. a pris note des questions soumises pour information renvoyées par la Commission, par le Comité exécutif et par d'autres organes subsidiaires; et
 - ii. a noté que les questions demandant une action découlant de la Commission et d'autres organes subsidiaires seraient examinées au titre du point 3 de l'ordre du jour (Confirmation des méthodes d'analyse et d'échantillonnage).

CONFIRMATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX MÉTHODES D'ANALYSE ET PLANS D'ÉCHANTILLONNAGE FIGURANT DANS LES NORMES DU CODEX (point 3 de l'ordre du jour)³

11. Le Comité a examiné les recommandations sur les méthodes d'analyse, les critères de performance numériques (CPN) et les plans d'échantillonnage proposés pour confirmation par les organes subsidiaires du Codex, ainsi que les questions connexes découlant de la Commission, telles que présentées dans les documents de séance CRD02 et CRD03.

Comité du Codex sur les contaminants présents dans les aliments (CCCF)

Plan d'échantillonnage pour les aflatoxines totales et l'ochratoxine A dans certaines épices

12. Le Comité a confirmé les plans d'échantillonnage pour les aflatoxines totales (AFT) et l'ochratoxine A (OTA) dans certaines épices (c.-à-d. la noix de muscade, le piment séché et le paprika) proposés par la 18e session du CCCF(2025) tels que présentés dans le document CX/MAS 26/45/3, appendice II, tableaux 1 à 6.
13. Le Comité a également examiné les critères de décision pour les lots de grande taille (tableau 1) et, dans les cas où un lot était subdivisé en sous-lots, si un résultat d'essai d'un échantillon analytique d'un sous-lot dépassant la limite maximale du Codex (LM) entraînerait le rejet de l'ensemble du lot ou seulement du sous-lot.
14. Le Comité est convenu de demander au CCCF de préciser, pour les lots ≥ 25 tonnes (tableaux 1, 3 et 5), si un résultat d'essai dépassant la LM dans un sous-lot quelconque doit entraîner le rejet du lot entier ou seulement du sous-lot concerné. Cette précision devrait inclure un arbre de décision ou un point de décision précis, tel qu'une note de bas de page à ces tableaux, similaire aux notes de bas de page des tableaux 2, 4 et 6, indiquant que si le résultat d'essai dépasse la LM, le lot doit être rejeté.

Critères de performance numérique pour les aflatoxines totales et l'ochratoxine A dans certaines épices et dans certaines matrices alimentaires

15. Le Comité a été informé que le groupe de travail en ligne (VWG) a examiné les CPN et a recommandé des exemples de méthodes qui pourraient y répondre.
16. Le groupe de travail en présentiel chargé de la confirmation des méthodes (GTP) a examiné encore les

³ CX/MAS 26/45/3; CX/MAS 26/45/3-Add.1

difficultés d'interprétation et d'application des tableaux CPN lorsqu'une LM était établie comme une « somme de composants », par exemple pour l'AFT. Le GTP a proposé de réviser la section pertinente du *Document d'information sur la démarche-critères pour les méthodes qui utilisent une « somme de composants »* afin d'assurer la cohérence entre le paragraphe 13 et les données et calculs présentés dans les tableaux de CPN.

17. Le GTP a également examiné l'opportunité de conserver le CPN pour l'AFT ou de le présenter uniquement pour chaque isomère individuel, étant donné que les méthodes mesuraient les isomères individuels séparément, puis les additionnaient pour déterminer si l'AFT était supérieure ou inférieure à la LM. Pour garantir que la plage minimale applicable continue de couvrir la LM pour chaque isomère, la limite supérieure a été ajustée pour correspondre à la somme des isomères (c.-à-d. AFT).
18. Le Comité a examiné les recommandations du groupe de travail en ligne (VWG) et du GTP, il a pris note des observations des membres et a pris les décisions suivantes:

Révision du Document d'information sur les démarches-critères pour les méthodes qui utilisent une « somme de composants »

19. Le Comité a décidé de modifier le paragraphe 13 du document d'information comme suit:

*« Si les composants inclus dans la définition de la limite maximale (LM) ne sont pas présents dans des rapports constants et lorsque l'inclusion de facteurs de pondération des composants individuels donne des valeurs LD/LQ ou une plage minimale applicable qui ne peuvent pas être validées, LM/n doit être utilisé pour déterminer la critère de LD (par exemple $1/5 \cdot ML/n$) et de LQ $2/5 \cdot ML/n$) ou pour la plage minimum applicable (~~par ex. $LM/n+2SR$~~) (**par ex. $[LM/n-2SR, LM+2SR]$ pour $LM < 0.1 \text{ mg/kg}$, et $[LM/n-3SR, LM+3SR]$ pour $LM \geq 0.1 \text{ mg/kg}$**), n étant le nombre de composants inclus dans la définition de la limite maximale (LM) ».*

Critères de performance numérique pour les aflatoxines totales et l'ochratoxine A dans certaines épices et dans certaines matrices alimentaires

20. Le Comité a pris note des observations divergentes, favorables ou défavorables au maintien des critères de performance numériques (CPN) pour l'AFT, comme suit:
 - Le CPN pour l'AFT était similaire à d'autres procédures, où un calcul suivait l'analyse, l'AFT étant la somme des isomères individuels. Le principe était comparable à une méthode analytique suivie d'un calcul, puisque la valeur rapportée était le total des isomères, et non pas les résultats des mesures individuelles.
 - Le taux de récupération de l'AFT pour certaines épices, sans être mesuré directement, était de 60 à 115 %, tandis que celui des aflatoxines individuelles était de 40 à 120 %. Étant donné que les méthodes utilisées mesuraient les aflatoxines individuelles et que le total était calculé à partir de ces valeurs, cela pourrait justifier la suppression du CPN pour l'AFT. Cependant, la limite maximale devrait être conservée, tandis que les autres critères pourraient être omis.
 - Le CPN pour l'AFT ne s'appliquait qu'aux méthodes mesurant directement l'AFT. Étant donné que toutes les méthodes actuelles mesuraient chaque aflatoxine séparément, cette information ne s'appliquait pas à ces méthodes et pouvait même créer de la confusion quant aux critères qu'une méthode devait respecter. Par conséquent, soit le CPN pour l'AFT, à l'exclusion de la LM, devrait être supprimé, soit une déclaration claire devrait être fournie indiquant que la conformité doit être basée sur la somme des aflatoxines mesurées individuellement.

Conclusion

21. Le Comité a décidé:
 - i. de supprimer le CPN pour AFT, mais de conserver la LM;
 - ii. de confirmer la liste révisée des CPN pour les aflatoxines individuelles dans certaines épices (piment, noix de muscade) et certaines matrices alimentaires (arachides destinées à une transformation ultérieure; fruits à coque destinées à une transformation ultérieure (amandes, noisettes, pistaches et noix du Brésil décortiquées); fruits à coque prêts à consommer (amandes, noisettes, pistaches et noix du Brésil décortiquées); et figues séchées);
 - iii. de confirmer les CPN pour l'ochratoxine A dans certaines épices (piment, paprika, noix de muscade); et
 - iv. d'inclure des exemples de méthodes pour les CPN pour les aflatoxines individuelles dans certaines épices et certaines matrices alimentaires, et pour l'OTA dans certaines épices.

22. Le Comité a également décidé d'informer le CCCF de la modification apportée au Document d'information sur la démarche-critères pour les méthodes qui utilisent une «somme des composants» et recommande que le CCCF examine les CPN pour la «somme des commentaires» dans les plans d'échantillonnage contenus dans la *Norme générale pour les contaminants et les toxines présents dans les produits de consommation humaine et animale* (CXS 193-1995) afin d'assurer la cohérence.

Comité FAO/OMS de coordination pour l'Asie (CCASIA)

Plans d'échantillonnage pour les normes régionales

23. Le Comité a été informé que le groupe de travail en ligne (VWG) a examiné les plans d'échantillonnage pour le contrôle par attributs (tableau 2) et le contrôle par mesures (tableau 3) dans l'appendice III du document CX/MAS 26/45/3. Toutefois, le VWG n'a pas pu parvenir à un consensus sur la question de leur confirmation. Il a été noté que les plans d'échantillonnage étaient conçus autour du risque des producteurs (RP) plutôt que du risque des consommateurs (RC), ce qui les rend potentiellement inadaptés à leur objectif visé. Il a également été souligné que les plans d'échantillonnage étaient basés sur la norme ISO 2859-1, même si une version révisée de cette méthode était désormais disponible. Compte tenu de ces préoccupations, le VWG n'a pas formulé de recommandation quant à la confirmation des plans d'échantillonnage et a demandé au CCMAS d'examiner plus en détail ces plans d'échantillonnage.
24. Le Japon, s'exprimant en sa qualité de coordinateur FAO/OMS pour l'Asie, a souligné que les produits en question étaient spécifiques à l'Asie et bien connus des experts de la région. Le membre a noté que les plans d'échantillonnage étaient axés uniquement sur la qualité et ne traitaient pas de la santé des consommateurs; par conséquent, CCASIA, lors de sa 23e session est convenu qu'un AQL de 6,5% était approprié. Lors de l'élaboration des plans d'échantillonnage, le CCASIA, lors de sa 23e session, a tenu compte des principes statistiques énoncés dans les *Directives générales sur l'échantillonnage* (CXG 50-2004) ainsi que des caractéristiques des produits, y compris leurs prix et leurs volumes de production. Bien que des échantillons plus importants amélioreraient la fiabilité statistique, ils augmenteraient aussi considérablement les coûts des tests par rapport à la valeur des produits, ce qui pourrait faire grimper les prix pour les consommateurs et entraver le commerce équitable. Afin d'éviter des échantillons de taille inutilement importante et d'assurer la cohérence avec les normes internationales, le CCASIA, lors de sa 23e session, a soutenu un équilibre pratique entre rigueur statistique et faisabilité économique. Sur cette base, CCASIA, lors de sa 23e session, est convenu d'adopter les plans d'échantillonnage décrits dans les normes ISO 2859-1 et ISO 3951-1, toutes deux référencées dans les directives CXG 50-2004. Ces plans offraient une forte probabilité d'accepter des lots de qualité satisfaisante tout en rejetant efficacement ceux de qualité inférieure, et CCASIA les a jugés adaptés aux produits concernés. De plus, le membre a noté que les tableaux avaient été examinés plus en détail et qu'aucune incohérence n'avait été trouvée par rapport aux directives CXG 50 2004.
25. La Nouvelle-Zélande a exprimé des inquiétudes quant au fait que les plans d'échantillonnage proposés, basés sur la norme ISO 2859-1, étaient principalement conçus pour protéger les producteurs contre le rejet de produits de bonne qualité et ne traitaient donc pas adéquatement le risque des consommateurs. Le délégué s'est demandé pourquoi des tests seraient nécessaires si la qualité du produit n'était pas un problème. Le délégué a également noté que l'appendice 2 des directives CXG 50-2004 décrivait clairement les limites de la norme ISO 2859-1 pour une utilisation dans le Codex, notamment son contrôle limité du risque du consommateur (RC), son incapacité à tenir compte de l'incertitude de mesure et les lacunes des plans ISO 2859-1 AQL6,5 %, en particulier lorsqu'ils sont appliqués à de petits échantillons, ce qui pourrait conduire à des pratiques commerciales déloyales.
26. La Nouvelle-Zélande a souligné que les directives CXG 50-2004 fournissaient des orientations sur l'élaboration des plans d'échantillonnage qui équilibraient de manière appropriée les risques des producteurs et les risques des consommateurs, ce que la proposition actuelle de CCASIA n'a pas réalisé. Pour remédier à ces problèmes, le délégué a proposé la création d'un GTE composé d'experts du CCMAS et du CCASIA afin d'affiner les plans, en utilisant les directives CXG 50 2004 comme base pour déterminer les niveaux de risque appropriés, et d'examiner les questions supplémentaires soulevées par le Japon, telles que les exigences potentielles en matière de tests.
27. Le Comité a souligné l'importance d'identifier quel comité du Codex était responsable de l'acceptation des risques du producteur (RP) et des risques du consommateur (RC). Bien que les composantes statistiques soient importantes, elles ne constituent qu'un aspect du processus décisionnel et les comités du Codex sont responsables de l'évaluation des risques et de la détermination des niveaux acceptables dans le cadre d'un plan d'échantillonnage particulier, par exemple le CCCF évalue le RC et ajuste la rigueur du plan d'échantillonnage en fonction du niveau de risque posé par le contaminant.
28. Sur la base de ce débat, le Japon a soumis le document de séance CRD33, qui contenait une justification pour l'élaboration des plans d'échantillonnage, y compris les données et informations pertinentes, pour

appuyer leur confirmation. Le Japon a également informé le Comité que les chiffres figurant dans les tableaux du plan d'échantillonnage étaient conformes aux orientations fournies dans les directives CXG 50-2004.

29. Alors que plusieurs délégations ont exprimé leur soutien au document CRD33 et à la confirmation des plans d'échantillonnage, la Nouvelle-Zélande a réitéré ses préoccupations quant à la validité des plans d'échantillonnage proposés, qui, à son avis, restaient non résolus et elle ne pouvait donc pas soutenir leur confirmation. Le délégué a en outre souligné que, bien que le RC ait été calculé, rien n'indiquait que l'acceptabilité de ces niveaux de risque avait été évaluée, ce qui était un élément essentiel pour garantir que les consommateurs reçoivent des produits de qualité acceptable. Le délégué a également rappelé l'absence de justification pour exclure l'incertitude de mesure ou pour considérer les règles de permutation inhérentes aux plans ISO 2859-1 AQL 6,5 % comme impraticables pour le commerce international.
30. Le délégué a donc indiqué que si les plans d'échantillonnage devaient être confirmés, un mécanisme conditionnel devrait s'appliquer, faute de quoi cela pourrait créer un précédent permettant la soumission future de plans d'échantillonnage tout aussi inappropriés. Cela compromettrait les efforts du CCMAS pour réviser les directives CXG 50-2004, saperait l'intégrité scientifique et pourrait nuire à la crédibilité du CCMAS lorsqu'il approuve des plans d'échantillonnage selon les orientations des directives CXG 50-2004.
31. Le président a noté que les décisions concernant les RP et les RC étaient prises par le comité du Codex compétent, tandis que le CCMAS était responsable de vérifier l'exactitude des plans d'échantillonnage et de s'assurer de leur conformité avec les documents d'orientation tels que les directives CXG 50-2004. Le président a également noté que le Japon avait examiné les tableaux du plan d'échantillonnage et confirmé leur conformité avec les directives CXG50-2004, et qu'aucune observation supplémentaire n'avait été reçue à ce sujet. Les informations contenues dans le document CRD33 ont également été jugées suffisantes pour permettre au CCMAS de prendre une décision éclairée et fondée sur les risques, reflétant la responsabilité partagée entre le CCMAS et les autres comités du Codex dans l'élaboration et la confirmation de plans d'échantillonnage prenant dûment en compte les risques du producteur et les risques du consommateur tout en garantissant la conformité aux normes du Codex.
32. Compte tenu de ces éléments et du soutien unanime exprimé par les membres de CCASIA présents à la séance, le président a observé que le renvoi des plans d'échantillonnage au CCASIA ne produirait probablement pas une réponse ou un résultat différent. Tout en reconnaissant les préoccupations soulevées, le président a indiqué que le CCMAS pouvait procéder à la confirmation des plans d'échantillonnage proposés par la 23e session du CCASIA et, en même temps, transmettre au CCASIA les préoccupations exprimées lors de la 45e session du CCMAS.
33. Le président a également rappelé la décision prise lors de la 42e session du CCMAS (2023), qui demandait aux comités du Codex de revoir leurs plans d'échantillonnage à la lumière des directives générales CXG50-2004 révisées, et a noté que les questions connexes pourraient être abordées à un niveau plus large au titre du point 7.1 de l'ordre du jour.

Conclusion

34. Le Comité:
- i. a confirmé les plans d'échantillonnage proposés par le CCASIA (Appendice II, Partie **);
 - ii. a pris note des observations et préoccupations soulevées lors de l'examen des plans d'échantillonnage (paragraphe **) et est convenu d'en informer le CCASIA; et
 - iii. a conseillé au CCASIA d'envisager de revoir ses plans d'échantillonnage à la lumière des orientations fournies dans les directives CXG 50-2004 révisées, conformément à la recommandation de la 42e session du CCMAS⁴.

Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient (CCNE)

Méthodes d'analyse pour la norme régionale pour le maamoul

35. Le Comité a été informé que le VWG a examiné les plans d'échantillonnage proposés par la 12e session du CCNE dans la norme régionale pour le maamoul (Proche-Orient) et a apporté des modifications comme expliqué dans le document de séance CRD02. Suite à ces révisions, le Comité a approuvé les précisions et les ajustements suivants à l'appendice II du document CRD02:
- La méthode AOAC 972.32 a été validée pour la farine, tandis que la méthode AOAC 970.70 n'a été

⁴ REP23/MAS, para 81 (iii)

validée que pour les produits de boulangerie.

- Pour les matières étrangères endogènes, le principe a été modifié afin de faire référence à la «microscopie» pour une meilleure précision.
- Pour la détermination du pH, la méthode AOAC 981.12 a été remplacée par la méthode AACC 02-52.01, qui était identique à la méthode AOAC 943.02. Étant donné que les données de validation ont confirmé leur utilisation pour les farines, le pain, les biscuits et les crackers, ces méthodes ont été reclassées comme étant de type II. De plus, la méthode NMKL 179 a été supprimée car il n'existait aucune donnée de validation soutenant son utilisation pour les produits de boulangerie, et pour éviter de répertorier plusieurs méthodes comme étant de type IV, puisque la méthode ISO 1842, proposée à l'origine par la 12e session du CCNE, était déjà disponible en tant que méthode de type IV.
- Pour la détermination de l'humidité, le principe a été modifié afin de préciser la plage de températures de séchage.

Conclusion

36. Le Comité a confirmé les méthodes d'analyse de la norme régionale pour le maamoul (Proche-Orient) (appendice II, partie**).

Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH)

Méthodes d'analyse pour les épices et les herbes culinaires basées sur les réponses reçues de la 8e session du CCSCH:

37. Petite cardamome (*Norme sur les épices dérivées de fruits et baies séchés ou déshydratés* (CXS 357-2024)); curcuma (*Norme sur les épices dérivées de racines, rhizomes et bulbes séchés ou déshydratés* (CXS 359-2024)); le piment et le paprika séchés ou déshydratés (*Norme pour le piment et le paprika séchés ou déshydratés* (CXS 353-2022)); et clous de girofle (*Norme pour les parties florales séchées*: (CXS 344-2021))
38. Le Comité a été informé que le Groupe de travail en ligne (VWG) a examiné les méthodes d'analyse soumises par la 7e session du CCSCH (2024), qui ont été mises à jour sur la base des réponses de la 8e session du CCSCH (2025), suite aux questions posées par la 43e session du CCMAS (2024)⁵, comme expliqué dans le document de séance CRD02.
39. Suite à ces modifications, le Comité est convenu que pour les clous de girofle, le qualificatif «entier» s'applique au produit plutôt qu'à la disposition.
40. Le Comité est également convenu de conserver la note jointe à l'ISO 927 concernant la prise d'essai de 100 g, même si cela peut sembler redondant, puisque la méthode ISO 927 ne précisait pas le type de cardamome, alors que la norme de produit couvrirait déjà cette exigence. Cependant, le CCSCH avait confirmé une prise d'essai minimale de 100 g pour les graines légères et la petite cardamome, et la note de bas de page reflétait cette précision. Il a également été noté que le CCSCH recommandait de fixer la prise d'essai pour la cardamome — qu'elle soit petite ou grande — à 100 g, conformément à la méthode ISO 927, et que les termes utilisés dans la norme CXS 234-1999 (petite cardamome) et la méthode ISO 927 (graines légères/graines de cardamome) semblaient également être cohérents.

Conclusion

41. Le Comité, lors de sa 45e session, a confirmé les méthodes d'analyse de la petite cardamome (*Norme pour les épices dérivées de fruits et de baies séchés ou déshydratés*(CXS 357-2024)); du curcuma (*Norme pour les racines, rhizomes et bulbes séchés et déshydratés* (CXS 359-2024)); du piment et du paprika séchés ou déshydratés (*Norme pour le piment et le paprika séchés ou déshydratés* (CXS 353-2022)); et des clous de girofle (*Norme pour les parties florales séchées* (CXS 344-2021)). (Appendice II, Part **).

Méthodes d'analyse pour les épices et les herbes culinaires:

Normes pour les épices sous forme de fruits et de baies séchés, dispositions pour la vanille, pour les épices sous forme de fruits et de baies séchés, dispositions pour la grande cardamome et pour les épices sous forme de graines séchées, dispositions pour la coriandre séché et/ou déshydratés

42. Le Comité a été informé que le GTP avait examiné les méthodes d'analyse soumises par la 8e session du CCSCH. Le GTP a apporté des modifications telles que décrites dans le document de séance CRD03 et a

⁵ REP24/MAS, para 10 (iii, iv, v)

identifié les dispositions nécessitant des précisions de la part du CCSCH. Suite à ces révisions, le Comité est également convenu que les normes ISO939 et ISO928 devaient explicitement indiquer que les principes d'analyse étaient la gravimétrie pour les cendres (avec incinération à 550°C dans le cadre de la procédure) et la distillation pour l'humidité. En conséquence, les calculs doivent être basés sur les résultats d'humidité et de cendres, avec «incinération à 550 °C» indiqué entre parenthèses.

Conclusion

43. Le Comité a décidé:

- i. de confirmer les méthodes d'analyse pour la vanille (épices sous forme de fruits et de baies séchés); pour la grande cardamome (épices sous forme de fruits et de baies séchés); et pour la coriandre séchée et/ou déshydratée (épices sous forme de graines séchées) (appendice II, partie **);
- ii. d'informer le CCSCH que les qualificatifs tels que «entier», «en poudre/morceaux» étaient des styles de produits et qu'à ce titre, ils devaient être rattachés au nom du produit plutôt qu'à la dénomination du principe; et
- iii. de demander au CCSCH de préciser si les méthodes suivantes étaient adaptées à l'objectif visé:
 - a. AOAC 993.27, en tant que méthode de type III avec pour principe la «colorimétrie», pour la détermination des «excréments de mammifères et/ou autres» dans la grande cardamome et dans la coriandre séchée et déshydratée; et
 - b. ISO 927, avec le principe «Examen visuel (gravimétrie)», pour la détermination des «excréments de mammifères et/ou autres» dans la coriandre séchée et déshydratée.

Comité du Codex sur les graisses et les huiles (CCFO)

44. Le Comité a été informé que le GTP avait examiné les méthodes d'analyse soumises par la 29e session du CCFO. Le GTP a apporté des modifications telles que décrites dans le document de séance CRD03 et a identifié les dispositions nécessitant des précisions de la part du CCFO. Suite à ces révisions, le Comité a également apporté des corrections éditoriales supplémentaires afin d'améliorer la clarté et l'exactitude, et a noté que la norme relative aux huiles oméga-3 microbiennes avait été soumise à la 49e session de la Commission pour adoption à l'étape 5 de la procédure et serait examinée plus en détail par le CCFO.

Conclusion

45. Le Comité a décidé:

- i. de confirmer les méthodes d'analyse pour la détermination du gamma-oryzanol dans l'huile de son de riz brute (appendice II, partie **);
- ii. de confirmer les méthodes d'analyse dans le projet de norme relative aux huiles oméga-3 microbiennes (à l'exception de l'humidité et des matières volatiles), en précisant que le projet de norme sera soumis à l'adoption par la 49e session de la Commission à l'étape 5 de la procédure et que les méthodes ne seront pas incluses dans la norme CXS 234-1999 avant son adoption définitive (appendice III) ; et
- iii. de reposer une question au CCFO concernant leur préférence pour les deux options permettant de déterminer l'humidité et les matières volatiles dans les huiles oméga-3 microbiennes, et plus précisément:
 - Option 1: Diviser la disposition en deux dispositions distinctes qui incluent la température. Dans ce cas, deux valeurs numériques, correspondant à chaque méthode, doivent être élaborées.
 - Humidité et matières volatiles à 103 °C
 - Humidité et matières volatiles à 130 °C
 - Option 2: Choisir une méthode pour cette disposition, que le CCMAS examinera ensuite en vue de sa confirmation.
- iv. informer le CCFO que les méthodes de mesure de l'humidité dans les huiles oméga-3 microbiennes mesuraient en réalité l'eau, et que l'appellation «eau» serait plus précise et plus claire que l'appellation actuelle «humidité».

Autres questions

46. Le Comité a rappelé les problèmes soulevés lors de la 48e session de la Commission (2025) concernant la suppression de la méthode de saturation en sel dans les poissons salés et séchés de la famille des

Gadidés, ainsi que le manque de données de validation nécessaires pour certaines méthodes d'exemple fournies pour certains CPN concernant le sel et le sodium. En tenant compte du document CRD09, le GTP a examiné ces questions et a résumé ses conclusions dans le document de séance CRD03.

Conclusion

47. Le Comité a décidé:

- i. de confirmer la recommandation du GTP de conserver la méthode d'analyse et de préparation des échantillons de poisson pour le poisson salé et le poisson salé séché de la famille des Gadidés dans la norme CXS 234-1999 avec des modifications (appendice II, **partie ****); et
- ii. de confirmer les CPN révisés pour le chlorure de sodium et pour le sel déterminé en tant que chlorure exprimé en chlorure de sodium (appendice II, **partie ****).

Conclusion

48. Le Comité a décidé:

- i. de transmettre les méthodes d'analyse, les critères de performance numériques et les plans d'échantillonnage à la 49e session de la Commission pour adoption/suppression en vue de leur inclusion dans la norme CXS 234-1999 (appendice II, **partie ****);
- ii. d'informer le CCSCH, le CCFO, le CCCF et le CCFFP des décisions respectives (paragraphe *******, *******) et de transmettre les demandes pertinentes au CCFO, au CCSCH et au CCCF (paragraphe *******, *******);
- iii. de reconduire le groupe de travail en présentiel chargé de la confirmation des méthodes d'analyse et d'échantillonnage (GTP), présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par la Hongrie et le Japon, travaillant en anglais, en français et en espagnol, pour se réunir immédiatement avant la 46e session du CCMA, afin d'examiner:
 - a. toutes les méthodes d'analyse et d'échantillonnage soumises par les comités du Codex pour confirmation;
 - b. les résultats des travaux des groupes de travail électroniques sur les quatre ensembles de méthodes exploitables: (i) produits cacaotés et chocolats, (ii) sucres et miel, (iii) jus de fruits et (iv) eaux minérales naturelles (voir point 5 de l'ordre du jour); et
 - c. toute autre question renvoyée par les comités du Codex ou soumise par les Membres et les Observateurs.

QUESTIONS EN SUSPENS DEPUIS LA 44E SESSION DU COMITÉ SUR LES MÉTHODES D'ANALYSE ET D'ÉCHANTILLONNAGE (point 4 de l'ordre du jour)

EXAMEN DES MÉTHODES D'ANALYSE DANS LES NORMES DE PRODUITS (POISSONS ET PRODUITS DE LA PÊCHE, GRAISSES ET HUILES, CÉRÉALES, LÉGUMES SECS ET LÉGUMINEUSES, ET PRODUITS DÉRIVÉS) (point 4.1 de l'ordre du jour)⁶

49. Le Canada, en sa qualité de président du GTE, a présenté le point et a rappelé que les recommandations du GTE avaient été examinées par le GTP concernant la confirmation des méthodes d'analyse et d'échantillonnage et que les conclusions du GTP étaient reflétées dans le document CRD03.
50. Le président du groupe de travail électronique a expliqué que le tableau récapitulatif figurant dans le document CRD03, appendice VI, partie 1, reflétait les recommandations du groupe de travail en présentiel (GTP), y compris les décisions de confirmation des méthodes relatives aux dispositions des normes concernant le poisson et les produits de la pêche, les graisses et les huiles, les céréales, les légumes secs et les légumineuses et leurs produits dérivés, ainsi qu'un renvoi au Comité du Codex sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses (CCCPL) afin de déterminer si la disposition relative aux «grains percés par les insectes» devait être renommée «grains attaqués par un ravageur» en ce qui concerne la méthode relative aux grains percés par les insectes dans le blé et le blé dur et, le cas échéant, si les limites de la *Norme pour le blé et le blé dur* (CXS 199-1995) seraient toujours applicables.
51. L'appendice VI, partie 2 du document CRD03 reflétait les changements consécutifs requis aux normes de produits pertinentes.

⁶CL 2026/1-MAS; CX/MAS 26/45/4; CX/MAS 26/45/4-Add.1 (observations du Chili, de l'Égypte, du Guatemala, de l'Indonésie, des Philippines, du Sénégal, des États-Unis d'Amérique et de la Commission internationale pour les méthodes uniformes d'analyse du sucre (ICUMSA))

Débat

52. Le Comité a examiné toutes les dispositions figurant dans l'appendice VI du document de séance CRD03, il a aligné les principes des méthodes sur les décisions prises au titre du point 8 de l'ordre du jour et il a formulé les observations et décisions supplémentaires suivantes.

Poissons et produits de la pêche

Bâtonnets et portions de poisson surgelés – panés ou enrobés de pâte à frire

53. Le Comité a modifié la disposition pour préciser que la détermination concernait le pourcentage (%) de contenu en poisson et pour inclure une référence à l'appendice VI de la norme CXS234 dans la colonne des méthodes, car un calcul était requis dans cet appendice. Une correction conséquente a été apportée à l'appendice VI de la norme CXS234 («Autres méthodes»), à la méthode 2 concernant la détermination du pourcentage (%) de teneur en poisson.

Céréales, légumes secs et légumineuses, et produits dérivés

Grains brisés – maïs

54. Le Comité a décidé de remplacer la méthode ISO 5223 par ISO 19942, notant que l'ISO 5223 ne s'appliquait qu'aux tamis d'essai et n'était pas appropriée pour la spécification des grains de maïs brisés. La méthode ISO 19942 a été jugée plus appropriée car elle se concentrait sur la spécification du produit (grains brisés) par examen visuel et gravimétrie.

Blé et blé dur – grains ratatinés et brisés

55. Le Comité a décidé de supprimer la méthode ISO 5223 et de la remplacer par l'ISO 7970 pour les grains de blé ratatinés et brisés et d'inclure une méthode plus appropriée, l'ISO 1105, concernant la disposition pour les grains ratatinés (racornis) et brisés dans le blé dur.

Dispositions pour lesquelles aucune méthode n'a été identifiée

56. Le Comité a noté qu'aucune méthode n'avait été identifiée pour certaines dispositions concernant l'avoine et les arachides (CRD03, annexe III) et qu'il pourrait être envisagé d'identifier ces méthodes à l'avenir. Les membres et les observateurs étaient invités à soumettre leurs méthodes selon la procédure CCMAS (appendice II, partie **).

Autres questions

Huiles d'olive et huiles de grignons d'olive – indice de peroxyde

57. Le président du GTP a rappelé que l'IOC a demandé la confirmation de COI/T.20/Doc. n° 38 en tant que méthode de type I pour l'indice de peroxyde dans les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive, qui serait publiée en mars 2026. Toutefois, des questions ont été soulevées quant à savoir si la méthode était identique à la méthode ISO 3960 / AOCS Cd 8b-90 / NMKL 158 confirmée pour cette disposition.
58. Le Comité a noté que les données fournies par IOC dans le document de séance CRD26 (rév.) étaient cohérentes avec les données de l'ISO soutenant l'acceptabilité de la méthode comme étant identique à la méthode ISO et la méthode a donc été confirmée pour la détermination de l'indice de peroxyde dans les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive pour inclusion dans la norme CXS 234.

Conclusion

59. Le Comité a décidé:
- de soumettre les méthodes d'analyse pour adoption/suppression par la Commission, lors de sa 49e session, avec les méthodes adoptées à être intégrées à la norme CXS 234-1999 (appendice II) et les modifications consécutives aux normes de produits pertinentes (appendice II, partie **);
 - d'informer les comités CCFFP, CCFO et CCCPL des décisions respectives prises lors de la session (paragraphes **); et
 - de demander au CCCPL d'examiner si la disposition «grains percés par les insectes» devrait être renommée «grains attaqués par un ravageur» en ce qui concerne la méthode relative aux grains percés par les insectes dans le blé et le blé dur et si les limites de la norme pour le blé et le blé dur (CXS 199-1995) seraient toujours applicables.
60. Le Comité a remercié le Canada et les membres du GTE pour le travail accompli, notant que le GTE avait terminé ses travaux conformément à son mandat.

RECLASSIFICATION DE LA MÉTHODE ISO 1871 POUR LA DÉTERMINATION DES PROTÉINES DANS LE QUINOA (point 4.2 de l'ordre du jour)⁷

61. Le Comité a rappelé que le CCMAS, lors de sa 44e session, avait accepté de conserver la norme ISO 1871 pour la détermination des protéines dans le quinoa dans la norme CXS 234-1999 en tant que méthode de type IV et avait demandé au GTP chargé de la confirmation des méthodes de reconsidérer la classification de la méthode à la lumière des informations contenues dans le document MAS44/CRD19.
62. Le GTP a examiné les informations contenues dans le document CRD19 et les a reproduites dans le document CX/MAS 26/45/5.
63. Les États-Unis, en tant que président du GTP, ont attiré l'attention sur le document CRD03 et ont signalé que des points de vue divergents avaient été exprimés au sein du GTP concernant la reclassification de la norme ISO 1871. Alors que certains membres étaient favorables à la reclassification de la norme ISO 1871 en tant que méthode de type I sur la base des données fournies qui démontraient la robustesse de la méthode, d'autres étaient d'avis que la norme ISO 1871 devait être conservée en tant que méthode de type IV, car il s'agit d'une ligne directrice et elle ne répond pas aux critères d'une méthode de type I. Il a également été noté que l'ISO avait accepté d'étendre le champ d'application de la norme ISO 20483 relative aux céréales afin d'y inclure le quinoa, sous réserve du parrainage d'un pays membre. Par conséquent, la reclassification de la norme ISO 1871 en tant que méthode de type I pourrait créer des difficultés lors du remplacement de la méthode une fois que l'étude de validation de la norme ISO 20483 sera terminée. Sur cette base, le groupe de travail en présentiel (GTP) a recommandé de conserver la classification actuelle de type IV.
64. Le président du GTP a informé le CCMAS que la Hongrie avait proposé d'organiser des études d'essais d'aptitude pour soutenir l'extension du champ d'application de la norme ISO 20483. Le président a confirmé que les essais d'aptitude et de validation incluraient le quinoa, le tahiné, le sarrasin et éventuellement d'autres matrices et seraient évalués avec l'aide de l'ISO, de l'AOAC et de l'AACC International.
65. En outre, le GTP a noté que la norme ISO 1871 avait déjà été approuvée comme méthode de type I pour la détermination des protéines dans le tahiné. Compte tenu de la recommandation de conserver la norme ISO 1871 comme méthode de type IV pour la détermination des protéines dans le quinoa, le GTP a recommandé de reclasser la norme ISO 1871 comme méthode de type IV pour la détermination des protéines dans le tahiné.

Conclusion

66. Le Comité a décidé:
- i. de conserver la norme ISO 1871 comme de type IV pour les protéines dans le quinoa, en notant la réserve du Pérou concernant cette décision.
 - ii. de reclasser la norme ISO 1871 comme de Type IV pour les protéines dans le tahiné,
 - a. de transmettre cet amendement à la 49e session de la Commission pour adoption (appendice **); et
 - b. d'informer le CCNE en conséquence.

EXAMEN DES MÉTHODES D'ANALYSE FIGURANT DANS LA NORME CXS 234 (point 5 de l'ordre du jour)

67. Le Comité a rappelé que le Groupe de travail en présentiel chargé de la confirmation des méthodes (GTP) avait examiné les recommandations des GTE sur deux ensembles des méthodes exploitables: les produits cacaotés et le chocolat, et les sucres et le miel, ainsi que celles du groupe d'experts sur l'ensemble des méthodes exploitables pour les jus de fruits. Le Comité a examiné les recommandations présentées dans le document de séance CRD03.

ENSEMBLE DES MÉTHODES EXPLOITABLES POUR LES JUS DE FRUIT (point 5.1 de l'ordre du jour)⁸

68. Les États-Unis, en tant que président du Groupe de travail en présentiel chargé de la confirmation des méthodes (GTP), s'exprimant également au nom de la Hongrie, du Japon et de l'Uruguay en tant que coprésidents, ont informé le Comité que le GTP avait examiné le rapport et les recommandations du groupe d'experts convoqué par la FIJU, qui proposait un certain nombre de modifications aux méthodes d'analyse,

⁷ CX/MAS 26/45/5

⁸ CX/MAS 26/45/6

identifiait plusieurs méthodes qui n'étaient plus prises en charge ou validées, et recommandait leur suppression. Ces recommandations de suppression ont reçu l'appui du GTP.

69. Le président du GTP a également noté que, compte tenu de la complexité, de la portée et du volume des modifications proposées, ainsi que du fait que le travail avait été entrepris par un groupe restreint d'experts plutôt que par un GTE complet, le GTP recommandait que les modifications proposées fassent l'objet d'un examen plus approfondi par un GTE.

Débat

70. Le Comité a approuvé la suppression proposée des méthodes, comme recommandé, et il a également décidé qu'un groupe de travail électronique devrait poursuivre l'examen des modifications recommandées aux méthodes d'analyse proposées par le groupe d'experts.
71. Le Comité a également rappelé que plusieurs méthodes enzymatiques et méthodes ISO n'avaient pas été examinées par le groupe d'experts de la FIJU et a pris note de l'offre de la FIJU de soutenir le GTE en entreprenant un examen initial de ces méthodes pour sa considération.

Conclusion

72. Le Comité a décidé:
- de transmettre les méthodes pour suppression par la Commission lors de sa 49e session (appendice **); et
 - de créer un groupe de travail électronique présidé par l'Allemagne, travaillant en anglais, avec le mandat suivant:
 - examiner la recommandation du groupe d'experts présentée à l'appendice ***;
 - examiner les méthodes enzymatiques et ISO restantes (Appendice IV) tenant compte de l'examen initial de la FIJU;
 - préparer et soumettre le rapport du groupe de travail électronique au Secrétariat du Codex au moins trois mois avant la quarante-sixième session du CCMAS.

ENSEMBLE DES MÉTHODES EXPLOITABLES POUR LES PRODUITS CACAOTÉS ET LE CHOCOLAT (point 5.2 de l'ordre du jour)⁹

73. Le Comité a noté que, bien que le GTP ait examiné les recommandations du GTE concernant l'ensemble des méthodes exploitables pour les produits cacaotés et le chocolat, des inquiétudes ont été soulevées quant à la disponibilité tardive du rapport du GTE. Cela a limité les possibilités d'une consultation appropriée.
74. Le Comité a donc décidé que le groupe de travail électronique (GTE) devrait être reconduit pour poursuivre l'examen de l'ensemble des méthodes exploitables pour les produits cacaotés et le chocolat, et que les recommandations du GTE contenues dans le document CRD03 pourraient servir de base au débat.

Conclusion

75. Le Comité a décidé:
- de reconduire le groupe de travail électronique sur l'ensemble des méthodes exploitables pour les produits cacaotés et le chocolat, présidé par les États-Unis et coprésidé par la Serbie, travaillant en anglais afin de:
 - poursuivre l'examen des méthodes dans cet ensemble exploitable et d'utiliser les recommandations du GTP (Appendice IV) comme base pour les débats;
 - d'utiliser la plateforme en ligne du Groupe de travail électronique (EWG) pour les débats et pour la publication des documents de consultation;
 - préparer et soumettre le rapport du groupe de travail électronique au Secrétariat du Codex au moins trois mois avant la quarante-sixième session du CCMAS.
 - de demander au Secrétariat du Codex d'émettre une lettre circulaire (LC) demandant des observations sur les recommandations figurant à l'appendice IV pour examen par le GTE.

ENSEMBLE DES MÉTHODES EXPLOITABLES POUR LES SUCRES ET LE MIEL (Point 5.3 de l'ordre

⁹ CX/MAS 26/45/7

du jour)¹⁰

76. Les États-Unis d'Amérique, en tant que président du Groupe de travail en présentiel chargé de la confirmation des méthodes (GTP), s'exprimant également au nom des coprésidents Hongrie, Japon et Uruguay, ont indiqué que l'examen de l'ensemble des méthodes exploitables pour les sucres et le miel avait été dirigé par l'Uruguay en tant que président du groupe de travail électronique (GTE). Le président du GTP a fait remarquer qu'il s'agissait d'un ensemble de méthodes complexe mais réalisable, s'appuyant sur des normes historiques de produits qui étaient définies de manière moins précise que celles généralement prises en compte par le CCMAS. Plusieurs de ces méthodes abordaient des questions telles que l'authenticité et les additifs alimentaires, ce qui a permis de constituer un large éventail de méthodes pour l'examen et un volume de travail important.
77. Le président du GTP a expliqué que le tableau récapitulatif contenu dans le document CRD03, appendice V, reflétait les recommandations du GTP, y compris les décisions de confirmation, la conversion proposée de certaines méthodes (par exemple, les méthodes d'essai des sulfites dans les sucres et de la teneur en hydroxyméthylfurfural dans le miel) en critères de performance numériques (marqués «NPC-EWG») ou les méthodes identifiées pour un examen plus approfondi par le GTE.
78. Le président du GTP a également noté que, sur la base d'une intervention, la méthode AOAC 998.12, une méthode de détection des sucres ajoutés provenant des produits à base de maïs et de sucre de canne, pourrait présenter un risque de résultats faux positifs pour le miel de Manuka, un produit régional. Afin d'inclure cette méthode dans la norme CXS 234-1999 tout en évitant des incidences imprévues sur les produits hors de son champ d'application, une note de bas de page a été proposée par le GTP pour clarifier son application.

Débat

79. Le Comité a examiné toutes les méthodes de l'appendice V du document CRD03 et il a formulé les observations et a pris décisions supplémentaires suivantes.

Miel Activité diastasique

80. Un membre a fait remarquer que les méthodes AOAC 958.09 et IHC 6.1 pour la détermination de l'activité diastasique dans le miel n'étaient pas identiques et ne pouvaient donc pas être considérées ensemble comme une seule méthode de type I.
81. Le Comité a décidé de soumettre cette méthode au groupe de travail électronique reconduit pour un examen plus approfondi.
82. Par conséquent, pour éviter l'absence d'une méthode confirmée, le Comité est convenu de conserver la méthode d'essai actuelle (méthode IHC pour la détermination de l'activité diastasique utilisant Phadebas, 2009, à l'exception du temps d'incubation qui doit être augmenté de 15 à 30 minutes) dans la norme CXS234-1999.

Miel Sucres ajoutés (authenticité)

83. Un membre a fait valoir que la méthode d'authenticité (c'est-à-dire EN 17958), accompagnée d'une note de bas de page, n'avait pas été confirmée, notant que la plage utilisée pour évaluer l'authenticité était problématique et qu'il était fait référence à des valeurs pour lesquelles il n'y avait pas suffisamment de précision ou d'expertise. Il a également été noté qu'un débat supplémentaire serait nécessaire à ce sujet, et que des inquiétudes ont été exprimées quant à l'inclusion d'une telle note de bas de page dans le document.
84. Le président du GTP a appuyé ce point de vue et a proposé que la méthode soit renvoyée au GTE pour un examen plus approfondi. Il a été noté que les méthodes d'authentification pourraient nécessiter un niveau d'expertise spécialisé supérieur à celui généralement disponible au sein du CCMAS, et qu'un apport d'experts supplémentaire serait donc bénéfique. Il a également été noté que, lors des débats du GTE, il avait été suggéré de faire appel à des experts des pays membres ayant une expérience spécifique en matière de méthodes d'authentification pour aider le GTE à traiter les questions liées à la classification et à l'applicabilité des méthodes.
85. Le Comité a approuvé la proposition du président du GTP visant à soumettre cette méthode au GTE reconduit pour un examen plus approfondi.

¹⁰CL 2026/4-MAS; CX/MAS 26/45/8; CX/MAS 26/45/8-Add.1 (observations de l'Australie, du Canada, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, de l'Égypte, de l'Indonésie, de l'Irak, du Pérou, des Philippines, de Rwanda, des États-Unis d'Amérique, de l'Union européenne et de la Commission internationale pour les méthodes uniformes d'analyse du sucre (ICUMSA))

Miel Profil des sucres (glucose, fructose, sucrose)

86. Afin d'évaluer la validation de la méthode d'essai pour cette disposition (c.-à-d. AOAC 977.20), le Comité est convenu de soumettre cette méthode au GTE reconduit pour un examen plus approfondi.

Miel Sucres ajoutés: détection du sucre C4

87. Le Comité a examiné la question de savoir s'il fallait aborder l'applicabilité de l'AOAC 998.12 au miel de Manuka en incluant immédiatement une note de bas de page dans la norme CXS 234-1999 ou reporter cette question en attendant un examen plus approfondi. Les membres se sont déclarés favorables à l'ajout d'une note de bas de page afin de préciser l'applicabilité de la méthode au miel de Manuka, soulignant que des preuves scientifiques publiées étaient disponibles et qu'une telle précision permettrait d'éviter des répercussions imprévues sur le commerce.
88. Compte tenu des avis exprimés ci-dessus, ainsi que des préoccupations concernant les données de validation et la nécessité d'un examen plus approfondi de la norme AOAC 998.12, le Comité est convenu:
- d'insérer une note de bas de page excluant le miel de Manuka; et
 - de soumettre cette méthode au GTE reconduit pour un examen plus approfondi.

Sucres (dextrose anhydre et dextrose monohydraté) D-Glucose

89. Constatant que la méthode pour cette disposition (ISO 5377) était une méthode de type I et ne pouvait donc pas être convertie en critères de performance numériques (CPN), le Comité est convenu de soumettre cette méthode au GTE pour un examen plus approfondi.

Sucres (fructose, lactose): pH

90. Le Comité a décidé de réviser la classification de la méthode d'essai pour cette disposition (ICUMSA GS1-23) de type I au type II, afin d'assurer la cohérence avec les autres méthodes.

Sucres (fructose, sucre en poudre, sucre blanc, sucre blanc de plantation ou sucre d'usine): Cendres conductimétriques; Sucres (sucre blanc de plantation ou sucre d'usine, sucre blanc mou et sucre brun mou): Cendres conductimétriques

91. Un membre a attiré l'attention sur les méthodes de calcul des cendres conductimétriques, notant que le titre de la méthode ICUMSA GS 2-17 était «La détermination des cendres conductimétriques dans les produits de sucre raffinés et dans le sucre blanc de plantation» et que le titre de la méthode ICUMSA GS 1-13 était «La détermination des cendres conductimétriques dans le sucre brut, le sucre brun, le jus, le sirop et la mélasse».
92. Un autre membre a également relevé une incohérence potentielle dans le tableau concernant le sucre blanc de plantation et le sucre d'usine, où deux types de méthodes différents semblaient être indiqués pour la même disposition.
93. Le Comité est convenu de renvoyer les dispositions restantes au groupe de travail électronique pour un examen plus approfondi.

Sucres (sucre blanc mou et sucre brun mou): Sucre inverti (en tant que sucres réducteurs): ICUMSA GS 4-3 (applicable à des niveaux > 10 % m/m); Sucres (sucre blanc mou et sucre brun mou): Sucre inverti (en tant que sucres réducteurs): ICUMSA GS 1-3 (applicable à des niveaux > 10 % m/m);

94. Le Comité est convenu de renvoyer les dispositions restantes au groupe de travail électronique pour un examen plus approfondi.

Sucre (sucre de plantation et sucre d'usine, sucre blanc mou, sucre en poudre): Colorant (Unité ICUMSA)

95. Le Comité a décidé de corriger le principe de la méthode d'essai pour cette méthode en spectrophotométrie visible.

Sucres (sucre en poudre): Couleur

96. Le Comité a décidé de révoquer la méthode, car une autre méthode de type I existait déjà pour cette disposition.

Sucres (sucre de plantation ou sucre d'usine) Polarisation

97. Le Comité a décidé de révoquer la méthode, car elle était déjà couverte par une autre méthode.

Questions en suspens identifiées par le président du groupe de travail électronique

98. L'Uruguay, s'exprimant en sa qualité de président du groupe de travail électronique, a indiqué que plusieurs

questions en suspens n'avaient pas été abordées par le GTE. Il a été noté que les méthodes d'essai pour certaines dispositions de la *Norme pour le miel* (CXS 12-1981) (par exemple, la détermination de la teneur en sucres et la détermination de la conductivité électrique) n'avaient pas été développées et que la norme ne comportait pas de paramètres d'authenticité. Il a également été noté que certaines méthodes contenues dans la *Norme pour les sucres* (CXS212-1999) n'étaient pas couvertes par la norme CXS234-1999 et manquaient donc de méthodes analytiques correspondantes (c.-à-d. teneur en amidon), et que des méthodes devraient être identifiées pour ces dispositions. Il a été noté en outre qu'un certain nombre d'additifs alimentaires, autres que les sulfites, étaient autorisés dans les produits conformes à la norme CXS212-1999 mais n'étaient pas répertoriés dans la norme CXS234-1999, et qu'il conviendrait d'examiner s'il fallait identifier des méthodes analytiques pour ces additifs.

99. Le président du GTE a indiqué que ces questions représentaient un résumé des points que le GTE devrait aborder dans ses travaux futurs.

Autres questions

100. Un membre a réitéré une intervention faite au sein du Groupe de travail en présentiel sur le sucre brut, selon laquelle, bien qu'une définition du sucre brut existe dans la norme CXS 212-1999, aucun facteur de qualité n'a été établi pour ce produit, malgré l'importance du commerce international du sucre brut. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que, en l'absence de facteurs de qualité établis, le maintien du sucre brut pourrait ne pas être approprié, et il a été suggéré de le supprimer. Il a été noté également qu'il convenait de veiller à bien distinguer le sucre brut du sucre raffiné (blanc), ce qui était déjà couvert par les facteurs de qualité. En plus, il a été noté que la disposition relative au sucre inverti pourrait également nécessiter une révision.
101. En réponse, le Secrétariat du Codex a précisé que toute révision d'une norme de produit sous un comité du Codex ayant ajourné ses travaux sine die nécessiterait une proposition formelle d'un membre et une demande à la Commission, qui déciderait quand et comment entreprendre ces travaux. Il a été noté qu'à ce stade, le CCMAS ne pouvait que constater qu'une lacune potentielle avait été identifiée et qu'une révision future de la norme pourrait être nécessaire, sans préjudice au droit de tout membre de soumettre une proposition par l'intermédiaire du Secrétariat du Codex.

Conclusion

102. Le Comité a décidé:
- i. de soumettre les méthodes pour adoption / suppression par la 49e session de la Commission du Codex Alimentarius (appendice II, partie **);
 - ii. de reconduire le groupe de travail électronique présidé par l'Uruguay et coprésidé par le Brésil et la Chine, travaillant en anglais et en espagnol afin de:
 - a. poursuivre l'examen des méthodes pertinentes de l'ensemble des méthodes exploitables pour les sucres et le miel (appendice IV, partie **), y compris l'établissement des critères de performance numériques (CPN) pour certaines dispositions;
 - b. examiner, le cas échéant, les autres questions soulevées par le président du GTE (voir paragraphe**); et
 - c. préparer et soumettre le rapport du groupe de travail électronique au Secrétariat du Codex au moins trois mois avant la quarante-sixième session du CCMAS.
103. Le Comité, lors de sa 45e session, a encouragé la participation active des membres et observateurs du Codex aux débats du groupe de travail électronique, ainsi que l'implication d'experts compétents pour aider le GTE dans ses débats et dans ses prises de décision.

Autres questions

104. Le Comité a envisagé l'examen d'autres ensembles de méthodes exploitables et il est convenu:
- i. de commencer l'examen des méthodes dans l'ensemble des méthodes exploitables pour les sucres et le miel; et
 - ii. d'établir un groupe de travail électronique présidé par les États-Unis d'Amérique, travaillant en anglais, pour
 - a. examiner l'ensemble des méthodes exploitables pour le lait et les produits laitiers; et
 - b. préparer et soumettre le rapport du groupe de travail électronique au Secrétariat du Codex au moins trois mois avant la quarante-sixième session du CCMAS.

MÉTHODES D'ANALYSE POUR L'ÉTIQUETAGE DE PRÉCAUTION RELATIF AUX ALLERGÈNES (point 6 de l'ordre du jour)¹¹

105. Les États-Unis d'Amérique, en tant que président du groupe de travail électronique, s'exprimant également au nom du coprésident, le Royaume-Uni, ont présenté ce point. Le président du groupe de travail a rappelé qu'en réponse à la demande de conseils du CCFL sur la disponibilité de méthodes analytiques appropriées pour déterminer les protéines allergènes dans les aliments, le CCMAS avait créé, puis reconduit, un groupe de travail électronique pour évaluer les méthodes pertinentes et pour compiler et mettre en forme les informations soumises par les membres dans un projet de réponse au CCFL.
106. Le projet de document à soumettre au CCFL comprenait trois parties: (i) un projet de réponse du CCMAS à la demande du CCFL, lors de sa 47e session; (ii) le tableau 1, répertoriant les méthodes d'analyse à l'appui de l'étiquetage de précaution relatif aux allergènes avec des études de validation multilaboratoires publiées ou des méthodes testées en termes de performance; et (iii) le tableau 2, répertoriant les méthodes d'analyse actuellement disponibles à l'appui de l'étiquetage de précaution relatif aux allergènes mais ne disposant pas d'études de validation multilaboratoires.
107. Le président du groupe de travail électronique a informé le Comité que, sur la base des observations reçues, le projet de document avait été révisé afin de souligner davantage que: (i) les méthodes énumérées dans les tableaux 1 et 2 étaient fournies uniquement pour appuyer les délibérations du CCFL sur les doses de référence et ne devaient être ni transmises au CCMAS pour confirmation ni citées dans les textes du CCFL; (ii) des méthodes analytiques étaient disponibles pour détecter et quantifier la présence non intentionnelle d'allergènes résultant d'un contact croisé, avec des limites de détection et de quantification appropriées pour déterminer si cette présence dépassait ou était inférieure aux niveaux d'intervention établis par la Consultation d'experts FAO/OMS pour les allergènes prioritaires; et (iii) certaines corrections avaient été apportées aux tableaux 1 et 2.

Débat

108. Le Comité a examiné le document révisé.
109. Le représentant de la FAO a rappelé que, lors de la consultation conjointe d'experts FAO/OMS sur les allergènes alimentaires, les experts étaient parvenus à un consensus sur le fait que les doses de référence recommandées par la FAO/OMS et actuellement faisant l'objet d'un débat au sein du CCFL pourraient être mises en œuvre et contrôlées à l'aide des capacités analytiques existantes. Il a également été noté que les recommandations actuelles du groupe de travail électronique étaient inclusives et conformes aux conclusions de la consultation d'experts, qui a confirmé que des méthodes analytiques étaient disponibles pour détecter et quantifier la présence d'allergènes non intentionnels (UAP) dans les aliments.
110. Un observateur a noté que, bien que l'élaboration des critères de performance des méthodes du Codex ait été considérée comme potentiellement redondante à la lumière des cadres de l'AOAC et des cadres européens existants, ces cadres n'étaient pas pleinement alignés dans la pratique. Il a été observé que les critères numériques fixes établis dans certaines normes différaient structurellement des exigences de performance des normes AOAC, de sorte que la conformité à un cadre ne garantissait pas nécessairement la conformité à un autre. L'observateur a également noté que les critères de performance numériques n'étaient généralement pas applicables aux méthodes basées sur l'immunoanalyse ou la PCR et a indiqué qu'il était nécessaire de préciser si des attentes harmonisées en matière d'adéquation à l'usage prévu ou de performance pouvaient être décrites pour de telles méthodes. Il a été suggéré que la description d'attentes de performance plus larges, plutôt que l'harmonisation complète des cadres de validation, pourrait favoriser des évaluations d'adéquation à l'usage prévu plus cohérentes et faciliter le commerce international.
111. En réponse, le président du groupe de travail électronique a précisé qu'il existait des différences entre les lignes directrices en matière de performance numérique et les exigences de performance standard de l'AOAC. Bien qu'il ait été reconnu que le Codex pourrait potentiellement élaborer des critères de performance généraux pour tenir compte de ces différences, il a été souligné que cela constituerait un nouveau travail et que cela dépassait la portée de l'activité actuelle.
112. En réponse aux observations selon lesquels il subsistait une lacune dans l'identification précise des méthodes appropriées pour quantifier l'UAP dans les apports alimentaires de 10 à 1000 g pour l'utilisation du CCFL, le CCMAS, lors de sa 45e session, a noté que les méthodes existantes étaient capables de détecter et de quantifier l'UAP pour les allergènes prioritaires dans cette plage d'ingestion et que cela était pris en compte dans le projet de réponse au CCFL.

¹¹ CX/MAS 26/45/9

113. Constatant qu'aucune méthode d'analyse n'était optimale pour toutes les matrices alimentaires et toutes les conditions de transformation, et que les méthodes PCR pour le gluten, bien que pouvant potentiellement soutenir une approche basée sur les risques, étaient des méthodes indirectes, le Comité est convenu de retirer la PCR pour le gluten du tableau 2.
114. En ce qui concerne les précisions sur la caséine et les protéines totales du lait, le Comité a noté que certains kits ELISA rapportent des résultats dans des unités différentes de celles de [l'évaluation des risques liés aux allergènes alimentaires, partie 2: Examiner et établir des seuils de teneur en allergènes prioritaires dans les aliments](#), et dans ces cas, un facteur de conversion est fourni par le fabricant pour convertir en «mg de protéines totales provenant de l'aliment allergénique / de kg d'aliment». Par exemple, certains kits détectent à la fois la caséine et les protéines de lactosérum et indiquent la quantité totale de protéines du lait, tandis que d'autres ne quantifient qu'une seule fraction protéique et le résultat est ensuite converti en quantité totale de protéines laitières. En conséquence, les unités de rapport des résultats dans les tableaux 1 et 2 ont été corrigées lorsque cela était possible.
115. Concernant les trois entrées pour la noix dans le tableau 1, le président du groupe de travail électronique a expliqué que les méthodes avaient été soumises comme validées en interlaboratoires par un membre ; cependant, aucune citation à l'appui n'avait été fournie. Le Comité a accepté de déplacer ces trois entrées du tableau 1 au tableau 2.
116. Le Comité a décidé d'insérer et de supprimer certaines entrées dans les tableaux 1 et 2 et a effectué les révisions éditoriales correspondantes (par exemple, des corrections de l'unité de rapport).

Conclusion

117. Le Comité a décidé de transmettre la réponse, ensemble avec les deux tableaux présentés à l'appendice V, au CCFL.

PLANS D'ÉCHANTILLONNAGE DOCUMENTS DE TRAVAIL (Point 7 de l'ordre du jour)

EXAMEN DES PLANS D'ÉCHANTILLONNAGE DANS LA NORME CXS 234-1999 (point 7.1 de l'ordre du jour)¹²

118. La Nouvelle-Zélande, en sa qualité de présidente du groupe de travail électronique, s'exprimant également au nom de la coprésidente, l'Allemagne, a présenté le point à l'ordre du jour et a expliqué le contexte des travaux, les discussions précédentes au sein du CCMAS et du GTE, ainsi que ses conclusions et recommandations.
119. Le président du GTE a expliqué que quatre options avaient été identifiées pour l'inclusion des informations sur les plans d'échantillonnage dans le système Codex et qu'il existait un fort soutien pour l'option 1 (inclure les informations sur les plans d'échantillonnage dans la norme CXS 234-1999), les informations sur les plans d'échantillonnage étant conservées aux côtés des méthodes d'analyse dans la norme CXS 234-1999, de préférence dans une base de données. Cette décision était conforme aux décisions antérieures du CCMAS lors de sa 36e session (2015)¹³ et de la Commission, lors de sa 39e session (2016)¹⁴ désignant la norme CXS 234-1999 comme référence unique pour les méthodes d'analyse et d'échantillonnage.
120. En outre, l'option 4, qui consiste à établir une norme pour chaque groupe de produits, a également reçu un certain soutien. Cette approche était considérée comme pratique pour élaborer des plans d'échantillonnage avancés. Sauf besoin spécifique d'un plan plus rigoureux pour une application particulière, le même plan d'échantillonnage pourrait être appliqué à l'ensemble des dispositions, en tenant compte de toute autre considération pertinente.
121. Un examen des informations d'échantillonnage dans la partie B de la norme CXS 234-1999 a montré que les entrées décrivaient en grande partie uniquement les procédures d'échantillonnage physique, avec une référence limitée aux plans d'échantillonnage de contrôle. Seul le groupe de produits lait et produits laitiers a fait référence aux normes de contrôle et aucun n'a identifié de plans d'échantillonnage spécifiques (par exemple, limite de qualité d'acceptation (AQL), niveau de qualité critique (CQL) ou risque du producteur (PR)) pour les dispositions individuelles. Globalement, les informations contenues dans la norme CXS 234-1999 se sont révélées insuffisantes pour garantir des normes pleinement harmonisées et applicables.
122. Un examen plus approfondi des normes du Codex a confirmé un manque général d'informations sur les

¹²CL 2026/5-MAS; CX/MAS 26/45/10; CX/MAS 26/45/10-Add.1 (observations de l'Australie, du Brésil, de l'Équateur, de l'Égypte, de l'Indonésie, de l'Irak, du Japon, du Pérou, de Rwanda, des États-Unis d'Amérique, de l'Union européenne et de la Commission internationale pour les méthodes uniformes d'analyse du sucre (ICUMSA))

¹³ REP15/MAS paragraphe 110

¹⁴ REP16/CAC appendice II

plans d'échantillonnage dans l'ensemble du système du Codex. De ce fait, les normes du Codex ne peuvent être considérées comme pleinement harmonisées. Bien que le Manuel de procédure du Codex indique que le CCMAS peut jouer un rôle dans l'élaboration des plans d'échantillonnage, des préoccupations ont été soulevées quant à la pertinence de cette compétence pour l'établissement de plans pour divers groupes de produits, notamment en raison de l'expertise limitée du CCMAS en la matière et des difficultés à mobiliser des comités dont les travaux ont été ajournés sine die.

123. Le président du groupe de travail électronique a proposé que le Comité, lors de sa 45e session, prenne en considération les recommandations du paragraphe 13 du document CX/MAS 26/45/10, y compris le rétablissement d'un groupe de travail pour explorer plus en détail le type et le format des informations dans la norme CXS 234-1999 et les caractéristiques de la base de données.

Débat

Inclusion des informations sur les plans d'échantillonnage dans la norme cxs 234-1999 / base de données

124. L'option 1, à savoir l'intégration de tous les plans d'échantillonnage dans la norme CXS 234-1999 sous la forme d'une base de données consultable, a reçu un soutien général, car il s'agissait de l'approche la plus pratique, qui faciliterait l'identification de la combinaison appropriée de méthodes d'échantillonnage et d'analyse requises pour les tests. Cette approche était conforme à la décision du CCMAS (36e session) (2015) et de la Commission (39e session) (2016) selon laquelle la norme CXS 234-1999 devrait servir de référence unique pour les méthodes d'analyse et d'échantillonnage.
125. Il y avait également un soutien pour éviter autant que possible la duplication du nombre de plans d'échantillonnage en formant des groupes de produits pour certaines dispositions.
126. Le Comité a noté que les plans d'échantillonnage ne devraient pas coexister dans les normes de produits ou autres normes pertinentes afin d'éviter toute incohérence entre la norme CXS 234-1999 et les normes associées du Codex.
127. En ce qui concerne la base de données, la Comité s'est félicitée du travail actuellement entrepris par le Secrétariat du Codex et a noté que des débats supplémentaires au sein d'un groupe de travail électronique sur les fonctionnalités et la conception de la base de données contribueraient à appuyer les travaux en cours.
128. Bien qu'il ait été noté que la construction de la base de données était en cours, le Comité a noté qu'une version sur papier de la norme CXS 234-1999 dans son format actuel était toujours nécessaire et qu'à cet égard, des travaux supplémentaires étaient nécessaires sur le format et le type d'informations à intégrer dans la norme CXS 234-1999.

Examen des plans d'échantillonnage dans la norme CXS 234-1999

129. Le Comité a examiné les questions relatives à la révision des plans d'échantillonnage en vue de leur intégration dans la norme CXS 234-1999 et a noté qu'un certain nombre de normes ne comportaient pas de plans d'échantillonnage. Il a également été noté que la responsabilité incombait aux comités de produits respectifs ou à d'autres comités compétents d'évaluer les paramètres qui déterminaient la sélection des plans d'échantillonnage appropriés pour une combinaison donnée d'approvisionnement en produits.
130. Le Secrétariat du Codex a réaffirmé que l'élaboration des plans d'échantillonnage incombait au comité de produits concerné ou à tout autre comité compétent et que, bien que le CCMAS puisse apporter son aide en matière de conseils et/ou d'élaboration de plans d'échantillonnage, l'identification des valeurs pour des dispositions telles que le risque pour le consommateur (RC) ou le risque pour le producteur (RP) relevait du comité de produits ou de tout autre comité compétent. Le Secrétariat du Codex a par ailleurs expliqué que, même s'il était préférable que les normes du Codex comportent des plans d'échantillonnage pour des raisons d'exhaustivité, les comités n'étaient pas tenus d'élaborer de tels plans. Si le CCMAS devait envisager d'élaborer des plans d'échantillonnage, il devrait se demander s'il disposait des ressources suffisantes pour entreprendre un tel travail.
131. Le Secrétariat du Codex a donc suggéré une approche pragmatique et progressive pour intégrer les plans d'échantillonnage dans la norme CXS 234-1999 et/ou dans la base de données. Le Secrétariat du Codex a recommandé que le CCMAS se concentre sur la révision des plans d'échantillonnage existants plutôt que sur l'élaboration de nouveaux. L'examen devrait principalement viser à mettre à jour les plans d'échantillonnage existants dans les normes relatives aux produits où il existe un comité actif pour faciliter la coordination. Par ailleurs, la révision des plans d'échantillonnage dans les normes de produits élaborés par des comités ajournés sine die devrait être abordée dans une deuxième phase.
132. Cette approche a reçu un soutien général car elle prenait en compte les ressources disponibles au sein du CCMAS et des autres comités compétents du Codex.

133. Interrogé sur la nécessité de disposer de données sur l'incertitude de mesure pour appuyer l'élaboration et l'application des plans d'échantillonnage, le président du groupe de travail électronique a expliqué que ces données étaient nécessaires pour déterminer si l'incertitude de mesure était non négligeable. Cependant, cette évaluation dépendait de la relation entre l'incertitude de mesure et la variabilité analytique, qui peut varier selon le producteur, le pays ou le produit. Par conséquent, une approche unique et généralisée pourrait ne pas être appropriée.

Communication avec les comités concernés

134. Le Comité, à sa 45e session, est convenu qu'à ce stade, les comités du Codex concernés devraient être informés et encouragés à revoir leurs plans d'échantillonnage existants. Toute demande d'assistance ultérieure de la part du CCMAS pourra être examinée au fur et à mesure qu'elle se présentera.
135. Le Comité est également convenu que les plans d'échantillonnage existants seraient conservés et/ou transférés dans la norme CXS 234-1999 sous leur forme actuelle. Le groupe de travail électronique (GTE) examinerait ces plans d'échantillonnage en vue de leur éventuelle inclusion dans une base de données ultérieure. Toutes les observations reçues des comités du Codex concernés seront pris en compte dans les travaux futurs.

Conclusion

136. Le Comité a décidé:
- i. de reconstituer le groupe de travail électronique présidé par la Nouvelle-Zélande et coprésidé par l'Allemagne, travaillant en anglais uniquement, afin de
 - a. examiner les plans et les procédures d'échantillonnage dans les normes de produits et dans la norme CXS 234-1999 pour vérifier leur conformité avec les directives générales sur l'échantillonnage (CXG 50-2004) et avec les principes statistiques en général;
 - b. examiner comment les plans et les procédures d'échantillonnage pourraient être inclus dans la norme CXS 234-1999, en notant l'utilisation actuelle de la norme CXS 234-1999 sous forme papier et son utilisation future sous forme de base de données;
 - c. rédiger un rapport à soumettre au Secrétariat du Codex au moins trois mois avant la 46e session du CCMAS.
 - ii. informer tous les comités du Codex concernés de la décision selon laquelle la norme CXS 234-1999 devrait constituer la référence unique pour les méthodes d'analyse et les plans d'échantillonnage, ainsi que des travaux en cours du CCMAS à cet égard;
 - iii. réitère sa recommandation précédente aux comités du Codex selon laquelle des plans d'échantillonnage devraient être élaborés au besoin, et si un comité jugeait approprié d'élaborer des plans d'échantillonnage, il devrait le faire conformément aux directives CXG 50-2004 et non par référence aux directives CXG 50-2004.

PLANS D'ÉCHANTILLONNAGE POUR LES PRODUITS EN VRAC ET LES LOTS HÉTÉROGÈNES, Y COMPRIS LES MYCOTOXINES (point 7.2 de l'ordre du jour)¹⁵

137. L'Allemagne, en tant que coprésidente du groupe de travail électronique, s'exprimant également au nom de la présidence, la Nouvelle-Zélande, a présenté le point et a expliqué le contexte des travaux, les discussions au sein du GTE, ses conclusions et ses recommandations. Le coprésident du GTE a expliqué en outre que les débats au sein du CCMAS avaient été communiqués au CCCF conformément à la décision du CCMAS selon laquelle tout travail sur les plans d'échantillonnage pour les matériaux en vrac / lots hétérogènes, y compris les mycotoxines, devait être effectué en consultation avec la CCCF, qui avait la responsabilité d'élaborer des plans d'échantillonnage pour les dispositions pertinentes concernant les contaminants dans les aliments.
138. Le coprésident du GTE a expliqué que les plans d'échantillonnage actuels pour les mycotoxines dans les produits en vrac dans la norme CXS 193-1995 étaient basés sur des paramètres statistiques dérivés de lots contaminés non sélectionnés au hasard. Par conséquent, ces paramètres pourraient ne pas convenir aux lots partiellement contaminés ou hétérogènes, et les informations sur les RC et les RP étaient limitées. Les outils disponibles pourraient sous-estimer ces risques.

¹⁵ CL 2026/6-MAS; CX/MAS 26/45/11; CX/MAS 26/45/11-Add.1 (observations de l'Australie, du Brésil, de l'Équateur, de l'Égypte, de l'Indonésie, de l'Irak, du Japon, du Pérou, de Rwanda, des États-Unis d'Amérique, de l'Union européenne et de la Commission internationale pour les méthodes uniformes d'analyse du sucre (ICUMSA))

139. Le coprésident du groupe de travail électronique a souligné que le document de travail ne remettait pas en cause la validité des plans d'échantillonnage existants et n'en proposait pas de nouveaux. Elle a plutôt passé en revue les fondements théoriques des plans actuels, en particulier ceux élaborés par Whittaker, et a examiné leur relation avec la littérature scientifique plus large, les paramètres statistiques et l'outil d'échantillonnage des mycotoxines de la FAO. Il décrivait également des méthodes possibles d'évaluation des plans existants, y compris des approches fondées sur l'utilité qui prennent en compte à la fois les risques et les coûts.
140. Le GTE avait terminé ses travaux et a élaboré le document de travail qui concluait qu'un nouveau travail était nécessaire pour élaborer des lignes directrices, potentiellement sous forme d'annexe aux directives CXG 50-2004.
141. Le Comité a été invité à envisager d'entreprendre de nouveaux travaux pour élaborer des orientations générales sur les plans d'échantillonnage des matériaux en vrac hétérogènes, en mettant l'accent sur les mycotoxines, et en tenant compte du document de travail.

Débat

142. Le Comité a noté qu'il existait un soutien général pour l'élaboration des lignes directrices de caractère général sur les plans d'échantillonnage des matériaux en vrac / lots hétérogènes, que ces lignes directrices pourraient inclure un ou plusieurs exemples pratiques traitant des mycotoxines et qu'elles pourraient éventuellement être incluses en annexe aux directives CXG 50-2004. Cependant, le Comité est convenu qu'il était prématuré à ce stade d'entamer de nouveaux travaux par le biais du processus formel du Codex.
143. Le vice-président a expliqué qu'il n'était pas nécessaire de décider à ce stade s'il fallait entreprendre de nouveaux travaux sur l'inclusion des lignes directrices en tant qu'annexe aux directives CXG 50-2004, car cela ne retarderait pas la poursuite du développement du document de travail. Une décision pourrait être prise lors de la prochaine session concernant les nouveaux travaux et l'emplacement des lignes directrices.
144. Un membre a souligné que les mycotoxines représentaient un problème important en matière de sécurité alimentaire, notamment pour des produits comme le maïs, les arachides et le sorgho. Dans ce contexte, des lignes directrices claires, pratiques et scientifiquement solides du Codex renforceraient les systèmes nationaux de contrôle alimentaire et faciliteraient un commerce équitable. En outre, notant que les approches actuelles mentionnées dans la norme CXS 193-1995 présentaient des limites pour traiter la contamination hétérogène, le Membre a exprimé sa préférence pour que ces lignes directrices, si elles étaient élaborées, soient incluses en annexe aux directives CXG 50-2004.
145. Le Comité a également décidé de poursuivre la liaison avec CCCF et a noté qu'une option pour une telle communication pourrait être un événement parallèle lors de la 19e session du CCCF. Il a été précisé que les travaux du CCMAS resteraient limités à des orientations statistiques et théoriques et n'affecteraient pas le mandat du CCCF en ce qui concerne l'élaboration du plan d'échantillonnage proprement dit.
146. Des membres ont noté que des travaux supplémentaires étaient nécessaires pour explorer les données disponibles afin de mieux caractériser l'hétérogénéité des lots en vrac, d'évaluer les plans d'échantillonnage existants dans la norme CXS 193-1995 en ce qui concerne les RC et les RP, et d'identifier les aspects qui pourraient nécessiter des modifications/révisions pour parvenir à un équilibre approprié de ces risques. Il a été noté que les données présentées dans le document de travail pourraient ne pas convenir à cet objectif.
147. Un membre a en outre indiqué qu'il n'appuyait pas l'utilisation d'une approche fondée sur l'utilité pour l'échantillonnage des mesures d'application de la loi, comme illustré dans l'exemple fourni dans le document de travail. Une telle approche nécessitait des informations préalables sur la proportion d'unités incrémentales contaminées au sein d'un lot et sur la variabilité des concentrations d'aflatoxine parmi ces unités, et ces informations n'étaient généralement pas disponibles dans le cadre des actions de contrôle réglementaire.
148. Le Comité a noté que le GTE s'efforcerait de recueillir davantage de données pour préciser le développement ultérieur du modèle.

Conclusion

149. Le Comité a décidé:
 - i. de reconstituer le groupe de travail électronique présidé par la Nouvelle-Zélande et coprésidé par l'Allemagne, travaillant en anglais uniquement, afin de
 - a. de poursuivre les travaux sur un projet de lignes directrices relatives aux plans d'échantillonnage des matériaux en vrac / lots hétérogènes, comprenant des exemples

pratiques applicables aux mycotoxines, en tenant compte des débats lors de la 45e session du CCMAS et des observations du CCCF;

- b. de rédiger un rapport à soumettre au Secrétariat du Codex au moins trois mois avant la 46e session du CCMAS.
- ii. d'informer le CCCF des débats en cours au sein du CCMAS et solliciter des observations sur la nécessité de telles lignes directrices et sur la portée de ces travaux.

HARMONISATION DES NOMS ET DU FORMAT DES PRINCIPES INDIQUÉS DANS LA NORME CXS 234 (point 8 de l'ordre du jour)¹⁶

150. Le Brésil, en sa qualité de président du groupe de travail électronique, et s'exprimant également au nom du coprésident, le Chili, a présenté le point. Le président du GTE a rappelé que le Comité avait examiné un document de travail sur l'harmonisation des noms et des formats des principes et des dispositions de la norme CXS 234-1999 et avait convenu de reconduire un GTE afin de poursuivre les travaux. En raison de la complexité du sujet, le CCMAS, lors de sa 44e session, est convenu d'examiner séparément l'harmonisation des dispositions.
151. Le GTE a examiné la question et a proposé des révisions à l'harmonisation des noms des principes des méthodes d'analyse dans la norme CXS 234-1999, en se concentrant sur la clarification des définitions, l'alignement de la terminologie sur les références internationalement reconnues et l'amélioration de la cohérence et de la précision des principes analytiques, des acronymes et des références aux méthodes normalisées. En outre, le GTE a examiné les approches possibles pour l'harmonisation des dispositions et a identifié des divergences entre la norme CXS 234-1999 et les normes de produits pertinentes.
152. Le président du GTE a proposé que le Comité examine la structure et le texte consolidés proposés dans l'appendice I et les annexes A, B et C du document CX/MAS 26/45/12, en accordant une attention particulière à la formulation et aux définitions proposées, et envisage de conserver, d'inclure ou de supprimer les principes de méthode qui ne sont pas actuellement reflétés dans la norme CXS 234-1999. Le président du GTE a également proposé que l'appendice I et ses annexes (annexes A, B et C) soient publiées en tant que document d'information pour appuyer les travaux du CCMAS et des autres comités du Codex qui soumettent des méthodes d'analyse, en notant que le document d'information serait un document évolutif susceptible d'être mis à jour au besoin.
153. En ce qui concerne l'harmonisation des dispositions, le président du GTE a proposé de prendre en considération l'approche exposée à l'annexe D de l'appendice I comme la base pour orienter la poursuite des travaux.

Débat

154. Les membres ont exprimé leur satisfaction quant au travail accompli par le GTE. Le Comité a formulé les observations et a pris les décisions suivantes.

Appendice I: Document de travail sur l'harmonisation des noms et du format des principes indiqués dans la norme cxs 234-1999

Section 2 Définitions

155. En réponse à une question concernant l'origine des définitions incluses dans le document, le président du groupe de travail électronique a expliqué que les définitions accompagnées de références provenaient de la littérature ou des normes existantes, tandis que d'autres définitions avaient été élaborées par le GTE lorsqu'aucune référence appropriée n'avait pu être identifiée.
156. Prenant acte de l'existence d'une base de données ISO accessible au public contenant les définitions des termes analytiques identifiés dans la section 2 « Définitions », le Comité est convenu de faire référence de manière générale aux définitions ISO pertinentes en incluant un lien vers la plateforme de navigation en ligne de l'ISO (OBP) (<https://www.iso.org/obp/ui/en/>) et, en outre, il est convenu de conserver les définitions qui n'étaient pas incluses dans l'OBP et qui avaient été élaborées par d'autres organismes de normalisation ou par le GTE, comme suit:
 - Essais biologiques et titrimétrie;
 - Chromatographie: la définition citée de l'IUPAC;
 - Volumétrie: la définition nouvellement proposée, «Une technique qui détermine le volume occupé

¹⁶ CX/MAS 26/45/12

par un objet testé».

Section 3.1. Essais dont les résultats dépendent de la méthode: puce A

157. Le Comité a soutenu le texte proposé, comme suit:

Description dans le principe des paramètres de méthode prédominants (mais non pas tous les paramètres de méthode) qui rendent le(s) résultat(s) dépendant de la méthode, si nécessaire, par exemple: température, facteur de conversion.

Annexe A: Principes des méthodes d'analyse

158. Le Comité a examiné la question de savoir si la liste des principes de méthode devait se limiter à ceux actuellement inclus dans la norme CXS 234-1999 ou être élargie pour couvrir un plus large éventail de techniques analytiques qui pourraient être pertinentes à l'avenir. Certains membres ont exprimé l'avis que la liste devrait se limiter aux principes déjà inclus dans la norme CXS 234-1999, les ajouts n'étant introduits que lorsque de nouveaux principes sont proposés pour approbation, afin de maintenir une portée concise et gérable. D'autres membres ont estimé qu'une liste plus large pourrait faciliter l'harmonisation en fournissant des orientations aux comités de produits de base lorsqu'ils proposent de nouvelles méthodes. Le Comité a noté que les méthodes déjà incluses dans la norme CXS 234-1999 devraient être prioritaires et il est convenu d'examiner les principes ligne par ligne.
159. Le Comité a apporté des corrections et des modifications de caractère rédactionnel visant à garantir l'exactitude, notamment l'inclusion des principes pertinents après le terme «Détecteur» et la séparation de «Flottation» en tant que principe individuel. Le Comité a également examiné l'insertion ou la suppression de certains principes en fonction de ceux actuellement inclus dans la norme CXS 234-1999 et de leur applicabilité au niveau des laboratoires, y compris l'insertion de la spectroscopie à cavité annulaire (CRDS) sous la spectroscopie, la suppression de la colorimétrie et l'insertion de l'argentométrie et de l'alcalinométrie sous la titrimétrie.
160. En ce qui concerne la terminologie utilisée pour les procédures de décomposition thermique, le Comité a noté des points de vue différents sur l'utilisation des termes «calcination» (ashing), «incinération» et «minéralisation», ainsi que sur les plages de température associées à ces procédures. Il a été observé que les méthodes analytiques spécifient des températures particulières, qui peuvent varier et se chevaucher partiellement, et que les températures plus élevées étaient souvent désignées par le terme incinération, tandis que les températures plus basses étaient généralement associées à la calcination. Des membres ont remis en question la nécessité de faire une distinction entre plusieurs termes ou de créer des listes distinctes, faisant remarquer que le produit final de ces procédures était généralement de la cendre et que les processus étaient conceptuellement similaires. Il a également été noté que, même si des termes tels que «minéralisation» pourraient avoir une portée plus large, la nécessité de clarté, de simplicité et de cohérence dans la terminologie a été soulignée, en tenant compte de l'usage établi par les organismes internationaux et de l'application pratique des méthodes. Le Comité est donc convenu d'utiliser la terminologie «incinération» au lieu de «calcination» (ashing) ou «minéralisation».
161. Au sujet de la question de savoir si la centrifugation doit être considérée comme un principe de méthode ou une technique de préparation d'échantillons, le Comité a noté que, bien que la centrifugation ait été incluse dans la norme CXS 234-1999, elle était principalement utilisée pour la préparation ou la séparation d'échantillons et ne constituait pas en soi une technique de détermination pour quantifier un composant. Il a également été noté que, bien que certaines techniques classées comme principes puissent impliquer des éléments de préparation d'échantillons, la centrifugation était généralement appliquée en combinaison avec d'autres techniques analytiques. Le Comité est convenu que la centrifugation devait être supprimée du document et que la question devait être examinée plus en détail, en vue d'apporter des corrections correspondantes à la norme CXS 234-1999.

Annexe B: acronymes et abréviations des principes des méthodes d'analyse

162. Le Comité est convenu d'apporter des révisions correspondantes à la lumière des résultats de l'annexe A.

Annexe D: Approche proposée pour l'harmonisation des dispositions de la norme CXS 234-1999

163. Les membres ont examiné l'harmonisation des dispositions dans le cadre du développement d'une base de données. Il a été noté que de nombreuses dispositions existantes avaient été élaborées par des experts au cours des dix dernières années pour des raisons techniques valables, et que le fait de renommer ou de réviser des dispositions sans justification précise pourrait constituer un abus et créer des difficultés de mise en œuvre.
164. Les membres ont exprimé leur soutien à la création d'une base de données et ont noté qu'elle serait nécessaire pour faciliter l'identification et la gestion des dispositions similaires ou connexes. Il a également

été noté que le développement d'une telle base de données pourrait s'avérer complexe, compte tenu du grand nombre de dispositions existantes et nouvelles, y compris des dispositions exprimées en utilisant une terminologie différente.

165. Le président a noté que le projet de texte préparé par le GTE traitait de l'harmonisation des dispositions relatives au pH et que les dispositions connexes étaient considérées comme se référant au même concept analytique, sauf avis contraire d'experts. Il a également été noté que, compte tenu du grand nombre de dispositions dans la norme CXS 234-1999, un travail d'harmonisation supplémentaire serait nécessaire, appuyé par des exemples illustratifs.
166. Le Secrétariat du Codex a précisé que les questions relatives à la cohérence et à l'harmonisation des dispositions pouvaient être traitées à différents niveaux, notant que certaines questions étaient de nature éditoriale simple et pouvaient être traitées sans modifier les normes de produits, tandis que d'autres questions nécessiteraient une consultation et, le cas échéant, des modifications des textes pertinents.
167. Le Comité a noté que les travaux devraient se poursuivre par moyen d'un groupe de travail électronique, selon un mandat précis.

Conclusion

168. Le Comité a décidé:
 - i. de publier, à titre de document d'information, le document intitulé *Harmonisation des noms et du format des principes dans la norme CXS 234-1999, comprenant les Principes des méthodes d'analyse, Acronymes et abréviations des principes des méthodes d'analyse, et Liste des acronymes des références aux méthodes normalisées* en tant que trois appendices au document d'information (Appendices **);
 - ii. d'inclure les documents *Acronymes et abréviations des principes des méthodes d'analyse* et *Liste des acronymes des références de méthodes normalisées* dans la norme CXS 234 – 1999; et
 - iii. d'informer les comités de produits et les comités régionaux de coordination (CRC) de la disponibilité du document d'information et de demander qu'il soit utilisé lors de la soumission des méthodes pour confirmation.
169. Le Comité a également décidé de créer un groupe de travail électronique présidé par le Chili et coprésidé par le Brésil, travaillant en anglais, afin de
 - i. proposer une harmonisation des dispositions de la norme CXS 234 en suivant les étapes suivantes:
 - a. recenser les dispositions pour lesquelles des modifications ne sont pas nécessaires, ou qui nécessitent simplement une correction éditoriale.
 - b. identifier les informations qui figurent dans la dénomination de la disposition, mais qui ne sont pas nécessaires ou qui sont liées à la dénomination du produit ou à des informations complémentaires relatives à la méthode, et suggérer où placer ces informations, le cas échéant.
 - c. comparer le nom de la disposition dans la norme CXS 234 avec le nom dans les normes de produits et, en cas d'incohérence, faire une proposition comment y remédier, en tenant compte du fait qu'il s'agit d'un comité actif ou inactif.
 - d. regrouper les dispositions selon leurs caractéristiques et évaluer s'il est possible de les harmoniser.
 - e. identifier les comités à consulter, les informer de l'incohérence constatée et solliciter leur avis, si besoin.
 - ii. réviser la norme CXS 234 en utilisant les noms et formats harmonisés des principes et soumettre une version révisée au 46e session du CCMAS pour examen; et
 - iii. de soumettre son rapport au Secrétariat du Codex au moins trois mois avant la 46e session du CCMAS.

RAPPORT DE LA RÉUNION INTERINSTITUTIONS SUR LES MÉTHODES D'ANALYSE (point 9 de l'ordre du jour)

170. L'observateur de l'Association MoniQA (MoniQA), s'exprimant en tant que président de la réunion interinstitutions (IAM), a présenté le rapport de l'IAM décrit dans le document de séance CRD04. L'observateur a mis en exergue plusieurs sujets dans le document CRD04, pertinents pour les travaux du

CCMAS qui faisaient l'objet d'un débat au sein de l'IAM:

- L'examen des méthodes soumises par CCSCH et par le Comité du Codex sur les graisses et huiles (CCFO);
- Reclassification de la norme ISO 1871 pour déterminer les protéines dans le quinoa;
- Méthodes d'analyse pour l'étiquetage de précaution relatif aux allergènes; et
- Harmonisation des noms et du format des principes indiqués dans la norme CXS 234.

171. L'observateur a également souligné que l'IAM avait demandé aux organismes de normalisation d'informer le Codex lorsque des méthodes sont modifiées/mises à jour conformément au document d'information: Orientations détaillées sur le processus de soumission, d'examen et de confirmation des méthodes, en notant qu'en raison des cycles différents entre les organismes de normalisation dans la mise à jour des méthodes, des méthodes initialement techniquement identiques peuvent devenir désynchronisées au fil du temps. L'observateur a noté que les organismes de normalisation pouvaient être contactés lors de l'élaboration des normes pour obtenir des conseils à la fois méthodologiques et statistiques.
172. Le Comité a noté que plusieurs des questions soulevées dans le document de séance CRD04 avaient été examinées dans le cadre des points pertinents de l'ordre du jour.

Conclusion

173. Le Comité a remercié les membres de la réunion interinstitutions pour leur contribution précieuse aux travaux du Comité et du Codex.

AUTRES QUESTIONS ET TRAVAUX FUTURS (point 10 de l'ordre du jour)

Les travaux du Centre mixte FAO/AIEA pertinents pour les travaux du CCMAS

174. Le représentant du Centre mixte a informé le CCMAS que la Section de la sécurité alimentaire et des contrôles (FSCS) du Centre mixte FAO/AIEA contribue au renforcement de la sécurité sanitaire et de l'authenticité des aliments à l'échelle mondiale en promouvant l'utilisation des techniques nucléaires et des techniques analytiques connexes. Ses activités aident les États membres à améliorer leurs systèmes de contrôle alimentaire, à faciliter le commerce équitable et à renforcer les capacités des laboratoires grâce à un renforcement ciblé des capacités et au transfert de technologies. La FSCS applique une approche analytique complémentaire qui intègre des méthodes de dépistage rapide à des techniques de confirmation de haute précision. Ces techniques servent à détecter les contaminants et les résidus, à vérifier l'origine géographique et à identifier les fraudes alimentaires. Les approches comprennent des techniques spectroscopiques, la chromatographie couplée à la spectrométrie de masse, l'analyse des rapports isotopiques, la chromatographie en phase gazeuse couplée à la spectrométrie de mobilité ionique et les méthodes basées sur des immunocapteurs. Les recherches et développements méthodologiques récents se concentrent sur des domaines tels que l'authentification du poisson et de l'huile d'olive, la détection de la falsification du miel et des jus de fruits, l'analyse des mycotoxines et les études sur l'épuisement des médicaments vétérinaires à l'aide de composés radiomarqués. La FSCS veille également à ce que les résultats de la recherche soient traduits en applications pratiques grâce à des projets de recherche coordonnés, des activités de coopération technique, des initiatives de formation et des publications scientifiques.
175. Le représentant a noté que ces efforts soutenaient directement les priorités du CCMAS en faisant progresser le développement des méthodes analytiques, en soutenant l'harmonisation et la normalisation, en renforçant les comparaisons interlaboratoires et en fournissant des contributions scientifiques pertinentes pour l'évaluation des risques liés à la sécurité alimentaire et les processus d'établissement des normes du Codex.

Conclusion

176. Le Comité a pris note des informations fournies et a exprimé sa reconnaissance au Centre mixte FAO/AIEA pour l'intérêt et le soutien qu'il porte aux travaux du CCMAS.

Développement de méthodes d'analyse des microplastiques dans le sel de qualité alimentaire

177. La République de Corée, se référant au document CRD05, a informé le Comité que les microplastiques sont devenus des contaminants préoccupants à l'échelle mondiale, en particulier dans le sel marin, qui est produit directement à partir des environnements marins. Plusieurs études avaient signalé la présence de microplastiques dans les sels de qualité alimentaire mis en circulation; cependant, les approches analytiques varient considérablement, ce qui limite la comparabilité des résultats. Les principaux défis analytiques comprenaient les différences dans les procédures de préparation des échantillons, les seuils de taille des particules et les techniques analytiques. Il a également été noté que les méthodes d'analyse des

microplastiques dans l'eau potable faisaient actuellement l'objet de débats au sein de l'ISO.

178. Un pays membre a rappelé qu'en raison de cette situation des données analytiques fiables et comparables seraient importantes pour toute future étude sur les microplastiques dans les aliments, et qu'une harmonisation des approches analytiques pourrait être utile. Le Comité a été invité à prendre note de ce problème analytique émergent et à reconnaître la valeur potentielle d'un travail collectif sur le développement de méthodes analytiques dans ce domaine.
179. Il y avait un consensus général sur le fait que les microplastiques (et les nanoparticules) dans les aliments, y compris dans l'eau potable, représentaient un problème émergent préoccupant et constituaient d'importants défis analytiques.
180. L'attention a été attirée sur les éléments suivants:
- les récentes directives publiées par le Laboratoire national de métrologie du Royaume-Uni (CRD**);
 - les normes ISO relatives aux microplastiques dans l'eau potable et dans l'environnement, ainsi que d'éventuelles normes ISO relatives aux microplastiques dans les aliments qui faisaient l'objet de débats;
 - l'offre de l'AOAC d'apporter son aide aux efforts de normalisation dans ce domaine.
181. Le Comité a noté qu'il n'existait actuellement aucune norme du Codex et que le CCMAS n'était donc pas en mesure d'examiner des méthodes d'analyse actuellement. Le Comité a également pris note du travail en cours des organismes de normalisation et d'autres organismes et il est convenu que les développements pourront être suivis par le biais de l'IAM. Le Comité est convenu qu'une fois les normes pertinentes du Codex élaborées, le CCMAS serait prêt à aider à identifier les méthodes d'analyse appropriées.

Conclusion

182. Le Comité a remercié la République de Corée d'avoir porté cette question émergente à l'attention du CCMAS et a pris note du travail en cours des organismes de normalisation dans ce domaine.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (point 11 de l'ordre du jour)

183. Le Comité a été informé que sa quarante-sixième session était provisoirement prévue du 10 au 14 mai 2027 à Budapest, en Hongrie, les dispositions finales étant sujettes à confirmation par le pays hôte en consultation avec le Secrétariat du Codex.